

Angles d'Attac

Belgique - België
P.P
1060 Bruxelles 6
1 / 1689

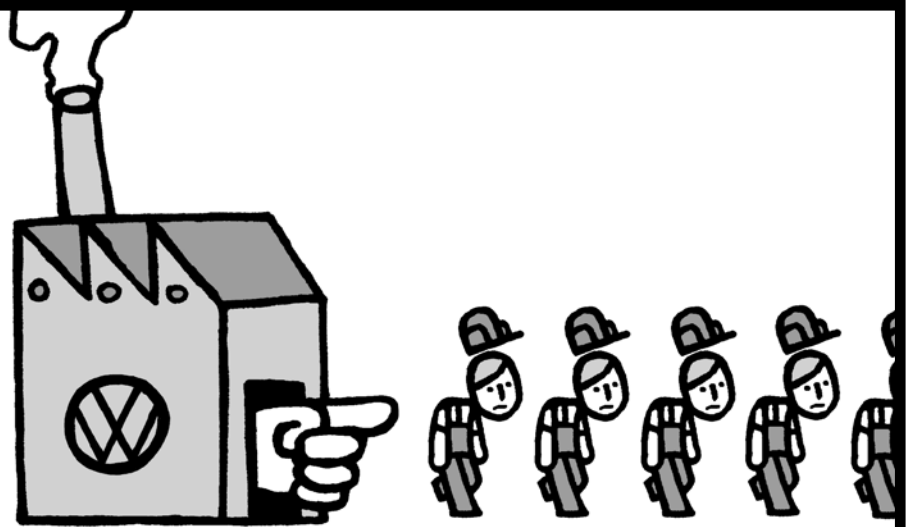
Dépôt: Bruxelles 6
Imprimé à taxe réduite



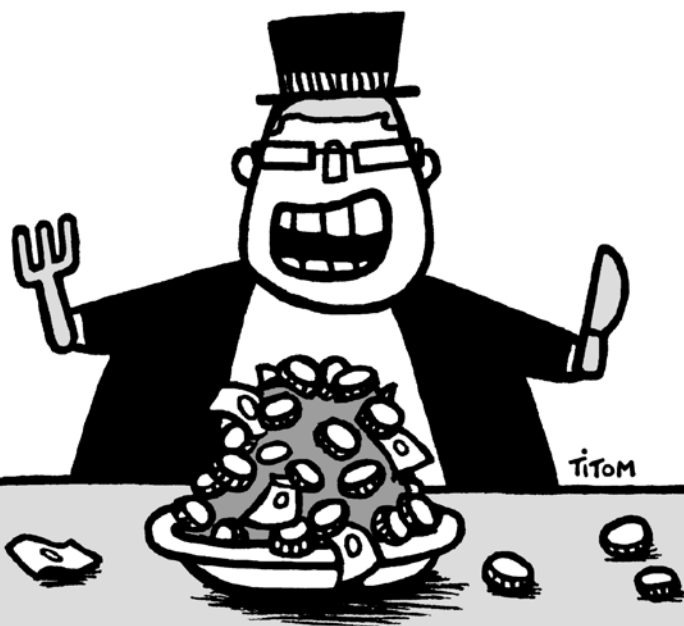
Journal mensuel d'ATTAC-Bruxelles-1 ■ numéro 79 ■ décembre 2006
Prix: 1 euro ■ 89 Avenue du Parc à 1060 Bruxelles ■ E-MAIL: bxl1@attac.be
<http://bxl.attac.be> ■ TEL: 0494/80.88.54 ■ N° de compte: 523-0800 729-69

SOMMAIRE

- **Edito: Forest doit rester
intégralement ouverte**
page 2
- **Motion de solidarité avec
les ouvriers de Volkswagen
Forest**
page 3
- **L'usine de Forest, victime
de l'Europe de la compéti-
tivité**
page 4 - 5
- **Les amis de l'Europe:
quels amis, quelle Europe?**
page 6 - 7
- **Communiqué de presse
d'Attac-Allemagne**
page 8
- **Première lettre de Bahar**
page 9
- **A lire - infos - annonces
Agenda**
page 11 - 12



LES PATRONS DÉGRAISSENT



LES ACTIONNAIRES S'ENGRAISSENT

Forest doit rester intégralement ouverte!



Abasourdis, choqués, scandalisés... Il n'y a pas de mot assez fort pour exprimer le sentiment de colère qui a gagné les travailleurs de l'usine Volkswagen à Forest à l'annonce des 4.000 pertes d'emplois. C'est une opinion largement partagée par la population.

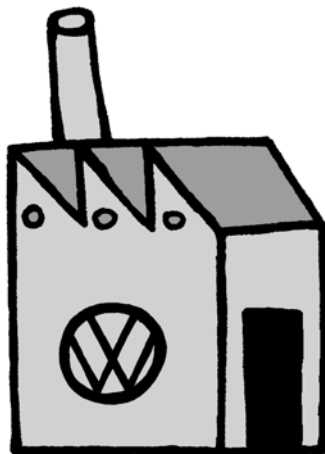
Pourtant, on oublie que la Belgique n'en est pas à son coup d'essai. Les menaces qui pèsent sur le site bruxellois ne sont que le plus récent épisode d'une longue et triste série, ces dix dernières années : liquidation des Forges de Clabecq, fermeture de Renault Vilvorde, faillite de la Sabena, pertes de 3.000 emplois à Ford Genk...

Ces événements douloureux sont la conséquence de la politique suivie par les différents gouvernements, toutes tendances confondues, et celle-ci peut être définie en une seule sentence : attirer par tous les moyens les investissements des multinationales.

Avec comme corollaire : se lier pieds et poings à leur stratégie. Il faut donc tout faire pour qu'elles viennent, pour qu'elles restent : acceptation de la flexibilité, baisse de salaires, destruction des services publics, démantèlement de la sécurité sociale... Mais, bon Dieu, pourvu qu'elles demeurent. Evidemment, recevant ainsi tout pouvoir, ces grandes entreprises ne satisfont pas les emplois, mais avant tout les actionnaires principaux, les dirigeants. Aussi pendant que les salariés ont de plus en plus de mal à nouer les deux bouts, les revenus et

les fortunes du pour-cent le plus riche explosent.

Aujourd'hui, c'est l'Union européenne et ses instances qui ont repris le flambeau de cette politique. Elle prône la " flexisécurité ", c'est-à-dire imposer la flexibilité en faisant croire que les salariés peuvent avoir une sécurité par une meilleure formation ou une employabilité plus poussée.



Mais cette issue signifie concrètement qu'il faille abandonner la lutte pour les emplois détruits, au nom d'hypothétiques postes de travail qui seraient encore à créer.

On sait ce que cela a donné dans le Hainaut ou à Liège. Ces régions étaient industrialisées à partir du charbon et de l'acier. Quand ces secteurs se sont restructurés ou ont même fermé, les gouvernements fédéraux et locaux ont promis la reconversion. Celle-ci n'est jamais venue et le Borinage, La Louvière, Charleroi connaissent des taux de chômage de plus de 30%.

Une autre politique de l'emploi est indispensable.

Elle nécessite, comme beaucoup l'affirment, de remettre l'humain, c'est-à-dire le citoyen et le salarié, au centre du processus économique. Mais si l'on veut rester concret, cela signifie que cette politique commence par la défense des emplois existants dans les conditions sociales actuelles.

Cela veut dire : maintien des 5.600 emplois sur le site de VW Forest, aux conditions de salaire et de travail présentes ; maintien des postes dans la sous-traitance. Si des modifications doivent être apportées, c'est dans le sens de l'amélioration. On ne peut continuer à dégrader l'emploi et le travail pour permettre à des nantis de construire des villas balnéaires sur les plages de Dubai. Ou à la famille Porsche, déjà créditée d'un patrimoine estimé à 7 milliards de dollars et possédant quelque 25% de Volkswagen, d'accroître encore cette fortune.

Motion de solidarité



avec les ouvriers de Volkswagen Forest

Attac partage la colère justifiée des travailleurs de l'usine de Volkswagen Forest face à la décision scandaleuse de la direction allemande de supprimer quelque 4.000 emplois.

Elle estime, comme bon nombre de délégués syndicaux, que cette mesure fait partie d'un plan pour fermer définitivement le site en deux étapes. Il est clair que maintenir une production de 60.000 voitures par an réalisée par 1.500 ouvriers n'est pas viable à terme. Mais il est plus aisé d'opérer en deux phases : cela permet de diviser les travailleurs et de laisser un faux espoir sur une éventuelle reprise de l'activité.

Attac soutient, dès lors, les actions et la lutte des travailleurs de VW pour défendre leur emploi et le maintien de l'outil. On a que trop perdu d'emplois dans ce pays, sans en créer de nouveaux et en laissant des régions entières avec des taux de chômage de plus de 30%. Certes, le pouvoir des multinationales est scandaleux et celles-ci peuvent se croire tout permis. Car Volkswagen n'est nullement en perte. En 2005, elle a réalisé un bénéfice net d'environ 1,1 milliard d'euros. Sur les neuf premiers mois de l'année, les résultats se sont encore accrus de 75%.

Mais ce n'est pas suffisant pour la direction et le nouvel actionnaire en puissance, la famille Porsche, l'une des plus riches d'Europe. Leur objectif est d'obtenir un profit avant impôt de 5,1 milliards d'euros. Ils sont loin du compte. C'est pour cela qu'ils suppriment 20.000 emplois en Allemagne. C'est pour cela qu'ils ferment l'usine de Forest.

Face à ces projets, la réponse des gouvernants reste lamentable. Tout ce qu'ils proposent est de critiquer les Allemands pour leur "nationalisme" et d'obtenir un bon plan social. Mais quel meilleur plan que celui de conserver son emploi ? Surtout dans un univers de chômage et d'emplois précaires.

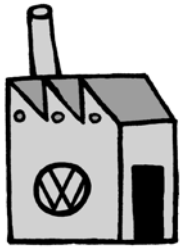
Pourtant, il existe des solutions. Face aux multinationales, il y a des moyens de rétorsion. On pourrait réclamer le remboursement des aides publiques à l'emploi, puisqu'il n'y a plus d'emplois. Cela porte sur plusieurs millions d'euros. Il serait possible d'imposer à Volkswagen des règles plus contraignantes : permettre aux délégations syndicales de poser un veto face à de tels plans de restructurations, obliger le reclassement de tous les salariés victimes aux frais de VW...

Mais toutes ces solutions sont d'emblée rejetées par les hommes politiques aux

gouvernements. Ils préfèrent laisser toute liberté aux multinationales et aux sociétés financières. Mais cette liberté est un carcan pour les salariés.

De la même manière qu'Attac a voulu montrer qu'il y avait moyen d'agir face à la mondialisation capitaliste et libérale, elle prône la lutte contre le défaitisme et le pessimisme. Une autre politique de l'emploi est possible.

Elle commence par la défense des postes et des outils existants.



L'usine de Forest victime de l'Europe

Que peut faire la Commission européenne pour les ouvriers de VW? Voilà bien une question cruciale. D'autant que certains, comme le commissaire Louis Michel ou le Premier ministre Guy Verhofstadt, en appellent à "plus d'Europe". Mais voilà, quelle Europe ?

Le féminisme musulman, défini lors de cette rL'objectif stratégique de l'Union, rappelé à maintes reprises depuis le sommet de Lisbonne en mars 2000, est de devenir l'économie de la connaissance la plus dynamique et la plus compétitive du monde pour 2010.

Même s'il y a peu de chances que les dirigeants européens y parviennent, cela demeure l'axe central de leur politique. Le président de la Commission, José Manuel Barroso, est responsable pour la stratégie de Lisbonne dans son ensemble. Le vice-président en charge de l'Entreprise et de l'Industrie, Günter Verheugen, a dans ses attributions, celle de la compétitivité.

C'est à ce titre d'ailleurs qu'il est intervenu au parlement européen, le 4 juillet 2006. Le débat portait sur les restructurations dans l'industrie, avec comme exemple clé de l'époque, la fermeture de l'usine d'Azambuja au Portugal par General Motors.

Quelle similitude avec la situation actuelle de Volkswagen Forest !

Il est fortement intéressant de reprendre les arguments utilisés à cette occasion par Günter Verheugen, car il montre la philosophie générale des autorités européennes, en ce compris les gouvernements des Etats membres.

D'abord, Günter Verheugen se met dans la peau d'un travailleur touché par une

restructuration :

" Des bénéfices record d'un côté, la fermeture et la délocalisation d'entreprises de l'autre Quand viendra mon tour ? Quand mon emploi sera-t-il touché ? Beaucoup de gens dans l'Union se posent aujourd'hui ces angoissantes questions " (1). Bien vu ! C'est effectivement le cas.

Mais quelle réponse donne le vice-président de la Commission ?

Il faut tout faire pour la compétitivité : " Le mot d'ordre de la société européenne du XXIème siècle, qui ouvre de nouvelles perspectives de vie aux hommes, c'est la compétitivité ". Il ajoute : " Nous devons affronter la concurrence mondiale et en prendre les commandes – pour être en tête, trouver les meilleures solutions, la meilleure technologie, la norme la plus élevée, dans tous les domaines ".

Et il prévient : " nous sommes dans une nouvelle phase de la concurrence et la restructuration va encore s'accélérer ".

A celles et ceux qui estiment qu'on vit dans un monde de fous qui s'emballe et devient tragiquement fragile, instable, dangereux et inhumain, Günter Verheugen annonce : " eh, bien ! cela va encore aller plus vite ! " Les salariés n'ont qu'à bien se tenir.

D'autant que sa deuxième conclusion est que la compétitivité signifie tout faire pour les entreprises, c'est-à-dire pour ses dirigeants et ses actionnaires. Il ne laisse aucun doute à ce sujet : " Une politique pour la croissance et l'emploi ne peut être qu'une politique favorable aux entreprises. (...) Nous pouvons cependant faire quelque chose – mener une politique, qui crée les conditions cadres, permet aux entreprises d'exercer leur mission – à savoir croître, investir et créer des emplois. Voilà ce que signifie une

politique favorable aux entreprises ".

De fait, on l'a bien vu avec Volkswagen à Forest : les pouvoirs publics ont mis des moyens à disposition de la multinationale, notamment des diminutions de charges sociales (pour 4,5 millions d'euros en 2006, paraît-il), des aménagements de terrain pour construire l'Automotive Park et installer ainsi les sous-traitants à proximité de l'usine, sans compter les avantages obtenus grâce au centre de coordination.

Celui-ci a engrangé, depuis 1990, des bénéfices entre 75 et 140 millions d'euros et la taxation est restée aux environs de 100.000 euros (soit moins d'un pour-cent). Autrement dit, l'Etat belge a fourni un cadeau de 25 à 50 millions d'euros par an. Et résultat : l'usine ferme finalement.

Parce que Günter Verheugen feint d'ignorer qu'en réalité une politique favorable aux entreprises rapporte en premier lieu aux actionnaires et aux dirigeants de la firme et non à l'emploi ou aux salariés. Le centre de coordination a, ainsi, pu rapatrier 604 millions d'euros à la maison mère en Allemagne depuis 1999.

Pourtant, le vice-président de la Commission n'en démord pas. Il poursuit son apologie de la concurrence et de son soutien inconditionnel au patronat : " Nous aurons encore besoin dans l'avenir d'une industrie forte en Europe, avec des entreprises leaders dans le monde – nous avons besoin non pas de champions d'Europe mais de leaders du marché mondial, car il s'agit du championnat du monde. Aucun Etat ne peut remplir cette mission, c'est aux entreprises elles-mêmes qu'elle incombe. Nous pouvons cependant les épauler ". Vous lisez

de la compétitivité

bien, il ne s'agit nullement de la position du porte-parole de l'UNICE, la confédération patronale européenne, mais d'un représentant des soi-disant pouvoirs publics européens. Quoique... Comme, par le passé, nombre de commissaires sont devenus hauts dirigeants ou administrateurs de multinationales (Etienne Davignon, Karel Van Miert, sir Leon Brittan, Frits Bolkestein...), Günter Verheugen prépare sans doute sa reconversion dans le privé. Néanmoins, en tant que responsable politique, ses propos sont inacceptables, mais révèlent bien l'attitude fondamentale des autorités européennes actuelles.

En conséquence, il faut donc ralentir les exigences en matière sociale et environnementale, car cela va mettre en péril la position concurrentielle de l'industrie. Le vice-président de la Commission insiste pour " ne pas passer en force dans le dossier des normes d'émission de gaz d'échappement ".

Mais le plus intéressant est encore à venir. Car, rappelons-le, la discussion est née de la fermeture de l'usine d'Azambuja par GM.

Aussi Günter Verheugen y revient. Comme pour le site de VW Forest, il affirme : " D'après mes informations, l'établissement d'Azambuja n'a en l'occurrence rien à se reprocher ". Comme ailleurs, quand la direction a demandé d'être plus productif, les travailleurs l'ont fait. Mais les considérations patronales ne sont nullement humaines, mais financières et l'usine n'intéresse plus la multinationale américaine. Donc elle passe à la trappe et, avec elle, tous les salariés qui n'ont rien à se reprocher.

Que propose alors " notre " commissaire ? " Les décisions de fermeture ou de délocalisation des entreprises des entreprises leur appartiennent et aucun Etat, ni l'Union européenne ne peut ni ne doit intervenir dans l'affaire – même dans le cas d'Azambuja ". Et voilà ! La propriété privée est sacrée. C'est la décision des dirigeants de GM et il n'y a rien à faire.

On pourrait croire que Günter Verheugen est un " affreux " libéral comme Frits Bolkestein. Il n'en est rien. C'est un social-démocrate allemand, dans la lignée de ceux qui sévissent ou ont sévi à la Commission comme Pascal Lamy et Karel Van Miert.

Et cela a de l'influence. Rappelez-vous les premières positions du gouvernement belge à l'annonce des 4.000 postes supprimés à Forest : " on va tout faire pour qu'il y ait un bon plan social ". Faire revenir la direction de la multinationale sur sa décision, il n'en est pas question. Les deux commissaires européens, celui de l'Emploi et celle de la Politique Régionale, en " soutien " avec les travailleurs de VW, écrivent même : " La Commission n'a eu de cesse de rappeler ces derniers mois combien il est important de soutenir les travailleurs en phase de transition, en les aidant par des politiques actives du marché du travail, à trouver un autre emploi et à rester sans emploi le moins longtemps possible " (2). Phase de transition, trouver un autre emploi, sortir du chômage le plus rapidement, c'est bien l'enterrement programmé de l'usine de Forest.

Même attitude lorsqu'en avril dernier, Peugeot décide de fermer l'usine de Ryton, près de Coventry, et de laisser sur le carreau 2.300 emplois (6.000 au total, avec les sous-traitants). Le syndicat pense pouvoir compter sur l'appui des

autorités britanniques. Quelle erreur ! Le gouvernement de Tony Blair se met en branle, mais pas pour sauver l'usine et les emplois, pour aider à reclasser les gens. Et, ainsi, faire concurrence aux nombreux demandeurs d'emploi qui ne trouvent pas de boulot !

Henri Houben

(1) Günter Verheugen, " La compétitivité – la réponse à la restructuration et la concurrence ", Débat au parlement européen sur la restructuration de l'industrie de l'Union européenne, Bruxelles, 4 juillet 2006. Les citations suivantes viennent de ce texte, sauf indications contraires.

(2) " Déclaration des commissaires Vladimir Spidla et Danuta Hübner sur les licenciements collectifs chez VW Forest ", Bruxelles, 21 novembre 2006.

Les Amis de l'Europe. Qu

Qui sont Les Amis de l'Europe?

Dans un contexte où les citoyens désertent les urnes ou rejettent les projets "d'avancée" de l'Union telle la Constitution, les Amis de l'Europe se rassemblent sous la bannière de "l'indépendance" et de l'amour du débat non partisan sur l'avenir de l'Europe.

En réalité, les Amis de l'Europe ne sont rien d'autre qu'un outil au service des entreprises transnationales, légitimé par la présence en son sein de quelques hommes d'Etat des pays membres.

Les Amis de l'Europe, plus communément appelé Friends of Europe (1), est un think tank ("boîte à idées") opérant à partir de locaux idéalement situés à la Bibliothèque Solvay au parc Léopold, à deux pas du Parlement européen. Créé en 1999, le groupe se vante d'être le premier à Bruxelles à apporter un mode de travail des estocades, "à l'américaine" [sic], au débat sur les politiques européennes, et à insuffler une vision "jeune" aux orientations politiques et économiques de l'Union (2).

La démocratie, cela commence et cela s'arrête à l'élite

En particulier, les Amis de l'Europe visent à étendre le débat sur les questions clés de l'Europe en l'ouvrant à ceux qui ne font pas partie de l'élite bruxelloise. Ainsi, le groupe, composé de neuf salariés appuyés par 50 collaborateurs et placé sous la direction d'un président, organise des rencontres autour de thèmes divers et publie des documents libres d'accès analysant les tendances actuelles de l'Union.

Selon leurs dires, les Amis de l'Europe exerceraient donc un rôle de précurseur dans le débat européen, en servant de forum indépendant où les voix les plus critiques peuvent exprimer les idées nou-

velles, s'élever contre les lenteurs institutionnelles et se faire entendre par le pouvoir européen, contribuant ainsi à définir l'avenir de l'Union. En stimulant un débat ouvert et visible, l'Europe deviendrait donc un processus dans lequel l'engagement de tout un chacun serait assuré.

Comment mettre en oeuvre un tel projet de démocratisation et de dynamisation? Les fondateurs des Amis de l'Europe ont étudié avec assiduité leurs confrères bruxellois du lobbying, puisqu'ils ont choisi de doter le groupe d'un président ayant une image forte auprès de la communauté européenne. Ce n'est autre que le vicomte belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission européenne (et actuellement vice-président de Suez-Tractebel).

Au conseil d'administration, on retrouve d'autres personnalités politiques européennes. Y siègent notamment: Pat Cox, président du parlement européen de 2002 et 2004, Jean-Luc Dehaene, Premier ministre belge entre 1992 et 1999, Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et ancien commissaire européen au Commerce, Mario Monti, commissaire à la Concurrence entre 1999 et 2004, Erkki Liikanen, gouverneur de la Banque de Finlande et commissaire pour l'Entreprise et la Société de l'information entre 1999 et 2004, Peter Mandelson, actuel commissaire au Commerce, Eduardo Serra, ancien ministre espagnol à la Défense et Javier Solana, haut représentant pour la Politique étrangère et de Sécurité Commune de l'Union Européenne. Rien que du beau monde!

Ces individus sont tous loin d'être les marginalisés de l'Europe, occupant eux-mêmes une place centrale dans le pouvoir européen contre lequel les Amis de l'Europe sont censés pouvoir s'élever! Pas un seul des cinquante administrateurs ne vient du secteur dit de "la société civile". Pas un seul ne porte un nom pouvant suggérer l'appartenance à l'Europe des immigrés,

qui pourtant joue un rôle essentiel dans le renouveau et la redynamisation de l'identité européenne. Il n'y a que huit femmes.

Autant être financé par les transnationales

Afin d'impliquer davantage le pouvoir "non gouvernemental" dans les activités du groupe et d'assurer son financement, les Amis de l'Europe se sont associés à des "partenaires". Soixante-cinq d'entre eux sont déclarés, comme le cabinet d'avocats international Cleary Gottlieb, la Fondation Robert Schuman ou l'Ambassade du Qatar.

La majorité de ces soutiens est constituée d'entreprises transnationales, y compris d'industries à la moralité douteuse. Areva, l'entreprise française de construction de centrales nucléaires, Coca-Cola, Shell, Sony, Unilever et Veolia, toutes les grandes entreprises domiciliées en Europe comme en Amérique du Nord ou en Asie investissent dans les activités des Amis de l'Europe (3).

Ce faisant, non seulement elles confortent les dirigeants européens, heureux de voir les industriels s'investir dans le projet politique – et économique – qu'est l'Europe, mais elles s'assurent également d'une publicité accrue, puisque leurs logos ponctuent tous les documents des Amis de l'Europe, occupant une place prépondérante dans la communication du groupe.

Réunions entre Amis...

Ayant rassemblé les participants à ce grand projet de démocratisation, comment donc les Amis de l'Europe créent-ils les conditions pour un débat ouvert sur les questions européennes? Quatre moyens principaux sont mis en oeuvre: les débats Café crossfire ("Café feux croisés"), les conférences internationales, les "dîners débats de la presse et des décideurs politiques" et les "Rendez-vous atlantiques".

els amis? Quelle Europe?

Les débats du Café crossfire touchent à des sujets tels que “la technologie, la mondialisation et l’inclusion: l’innovation est-elle un outil de développement?” (25 janvier 2006, rencontre sponsorisée par Microsoft), “Les options des décideurs de l’Union européenne en matière d’information sur les patients” (20 septembre 2006, débat sponsorisé par Pfizer), “Répondre au défi de l’obésité en Europe” (8 juin 2006, discussion sponsorisée par la Confédération européenne de l’Industrie Alimentaire – tiens, tiens!) et, moins précisément, “Visions de l’Avenir: une prélude au changement” (29 novembre, réunion sponsorisée par l’Agence européenne pour l’environnement).

Chaque débat implique au moins deux personnes avec des points de vue opposés, chacune pouvant présenter sa position pendant cinq minutes, suivi par une séance de questions et réponses avec deux modérateurs. Ces débats sont organisés, généralement le soir, pour faciliter la rencontre et l’éventuelle mise en réseau des personnes assistant au débat.

Les conférences internationales organisées par les Amis de l’Europe examinent des questions telles l’intégration des Balkans dans l’Europe ou la réforme des institutions et des mécanismes de prise de décision européens. Les “dîner débats de la presse et des décideurs politiques” sont fermés au public, puisqu’il s’agit de repas précédés d’un cocktail réservés à environ 25 journalistes hauts placés ainsi qu’aux représentants des entreprises et des institutions européennes, et lors desquels les contacts sont noués de façon informelle.

Finalement, les débats du “Rendez-vous atlantique” ont lieu par écrans interposés, grâce au satellite liant deux décideurs de haut niveau à Washington, ainsi que deux représentants européens à Bruxelles. Quatre-vingt personnes de chaque côté de l’océan sont invités à assister à la diffusion et éventuellement à poser des questions.

Des publications assurent le suivi de ces événements.

Un peu difficile, donc, pour le citoyen européen lambda de discerner où exactement se trouve l’ouverture et l’impact sur les consciences dont les Amis de l’Europe se vantent tellement. Comment un débat tenu dans une salle de la prestigieuse Bibliothèque de Solvay à Bruxelles pourrait-il influencer l’opinion d’un fermier catalan? Comment un débat en vidéoconférence et sur invitation pour une poignée de décideurs pourrait-il faire avancer la compréhension d’un commerçant berlinois de la lutte contre le “terrorisme” menée des deux côtés de l’Atlantique?

Amis des médias

Les Amis de l’Europe comptent sur les médias. En mettant en réseau, sur un plateau commun, journalistes, industriels et hauts décideurs politiques, les Amis de l’Europe s’assurent que leur projet d’intégration européen sera relayé par les journaux, radios et télévisions des pays membres de l’Union et des pays tiers clés. Cette façon de faire permet aussi au groupe et aux entreprises mécènes de celui-ci, de contrôler les sujets et les perspectives évoqués dans ces médias. Un débat sur la Corporate Social Responsibility (CSR) ou responsabilité sociale des entreprises en Europe met en exergue ce contrôle. Rassemblant Anna Diamantopoulou, ancienne commissaire européenne pour l’Emploi et les Affaires sociales, Chris Tuppen, chef du développement durable et de la responsabilité d’entreprise à British Telecom et Simon Wilson, directeur de la Social Platform (“Plate-forme sociale”), une ONG européenne basée à Bruxelles, ce débat témoigne du poids des intérêts capitalistes dans l’orientation du groupe.

Dans le rapport publié ultérieurement, les discours d’Anna Diamantopoulou et de Chris Tuppen méritent deux paragraphes – celui de Simon Wilson un seul. Plus inquiétant, le modérateur, Gilles Merritt,

conclut uniquement en tentant de contrer la proposition de Simon Wilson pour qui les entreprises d’armement et du tabac ne peuvent pas être accréditées comme “socialement responsables” au vu de leurs activités. Tout en évitant soigneusement de critiquer les actions de British Telecom, Gilles Merritt n’oublie pas, néanmoins, de flatter la commissaire en prenant soin de la rassurer sur le rôle essentiel des institutions européennes dans le développement de normes de responsabilité sociale pour les entreprises. Ce rapport, publié sur divers sites Internet, a ensuite servi à bâtir la ligne éditoriale de la presse sur le thème de la CSR.

“Ouverts”, les Amis de l’Europe? Certainement pas. “Dynamiques”? Peut-être. Plus qu’un simple groupe de lobbying, les Amis de l’Europe mettent en avant la création de réseaux entre hommes d’affaires, fonctionnaires européens et journalistes. La particularité de ce groupe est que son action va au-delà des pressions sur les institutions européennes. Il contribue à forger un discours identifiant intérêts capitalistes et Union européenne auprès des citoyens au travers des médias.

Les résultats des référendums aux Pays-Bas et en France en 2005 au sujet du traité constitutionnel montre que ce système a des failles. A nous de les exploiter!

Els McOmish

(1) C’en est la traduction en anglais.

(2) Pour plus d’information, voir le site des Amis de l’Europe, www.friendsofeurope.org

(3) Un article publié sur le site de transnationale.org indique que le groupe est également financé par British American Tobacco (BAT), mais cette information n’a pas pu être confirmée

ATTAC Allemagne - Communiqué de Presse

Attac Allemagne rejette la politique de dumping social allemande à la veille de la manifestation en faveur des ouvriers de Volkswagen en Belgique

Berlin, Francfort
1er décembre 2006

Le réseau altermondialiste, Attac Allemagne, se déclare solidaire avec les travailleurs en grève de l'usine belge de Volkswagen à Forest. La direction de Volkswagen a poussé les travailleurs allemands à accepter des baisses de salaire importantes et a décidé de réduire la production en Belgique. Les travailleurs belges ont réagi par l'organisation d'une manifestation massive ce samedi 2 décembre.

"Des salaires en baisse en Allemagne ont conduit, ces deux dernières années - via une loi de limitation des salaires en Belgique -, à une stagnation et même une baisse des salaires en Belgique. Nous apprécions pleinement la colère justifiée des travailleurs face à la fermeture programmée du plus grand employeur privé de la région de Bruxelles. Les travailleurs belges sont, d'abord et avant tout, victimes d'une direction économique et sociale erronée et irresponsable en Allemagne", explique Gerold Schwarz, porte-parole du groupe travail Union européenne d'Attac.

"Pendant des années, les autorités allemandes et les entreprises ont mis les conditions de travail dans toute l'Europe sous pression par des baisses de salaires et des coupes sombres dans les dépenses sociales en Allemagne", poursuit Schwarz. En éliminant

leurs concurrents européens par ce moyen, elles tentent de créer un surplus commercial sans précédent. Etant donné que les principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne sont liés à l'euro, ils ne peuvent plus se défendre contre cette politique de dumping social en dévaluant. La balance



commerciale de l'Europe est, de ce fait, responsable des deux tiers du surplus allemand. Les pertes d'emploi et les délocalisations que ce processus engendre ainsi que la stagnation sur le marché intérieur allemand font que la politique économique et sociale de l'Allemagne a cessé d'être une affaire purement nationale.

"C'est pourquoi nous exigeons du gouvernement allemand qu'ils soutiennent sur le plan européen l'harmonisation sociale souvent suggé-

rée par les autres gouvernements. De cette façon, on pourra transformer les phrases creuses sur le "modèle social européen" en des actions concrètes", souligne Sven Giegold de la direction d'Attac Allemagne.

Les altermondialistes attendent du gouvernement allemand qu'il respecte les demandes du Conseil européen et qu'il adapte les lois allemandes sur les grèves aux normes européennes. Ils demandent aussi que les syndicats puissent intervenir de façon plus efficace à l'échelon européen. Comme le montrent la lutte récente à Volkswagen ou dans les services publics, d'une part, et la bataille des dockers, d'autre part, c'est dans ces conditions que les syndicats allemands seront en mesure de défendre efficacement les droits des travailleurs et de refuser les ruptures unilatérales des conventions collectives par les employeurs.

Giegold avertit que "celui qui pervertit les droits sociaux des gens en Allemagne, Belgique ou tout autre pays, met en péril l'unification européenne et ne doit pas s'étonner de la montée de l'euro-pessimisme".

Contact Attac Allemagne:

Gerold Schwarz, +49 179 9899826
Sven Giegold, +49 163 5957590

ATTAC Allemagne - Communiqué de Presse

Première lettre de Bahar

Chers amis et amies,

J'ai reçu de mon cher époux, le «grand dirigeant d'organisation terroriste», ma première lettre. Je la partage avec vous...

Bahar est considéré comme «très dangereux» par la direction de la prison de Gand. De ce fait il n'a pas le droit à l'accès à la bibliothèque et aux activités comme le sport et des films en salle avec les autres détenus. Il est empêché de sortir de sa cellule 23 heures sur 24. Nos visites se font toujours derrière une vitre...

Bahar m'a été enlevé parce qu'il a osé s'exprimer. Il est emprisonné pour ses convictions, au nom des lois «antiterroristes». Au-delà de la souffrance d'une épouse, c'est la démocratie, la liberté d'expression qui sont menacées. C'est pourquoi je me permets de vous appeler à nous rejoindre dans notre combat: le Clea organise une série d'activités auxquelles vous pouvez vous associer pour soutenir la campagne «Liberté pour Bahar!»

Bien à vous,

Deniz Demirkapi

(0486 846 170 - denizdemirkapi@hotmail.com - www.leclea.be)

Prison de Gand, le 8 novembre 2006, vers 22h.

Plus de 20 heures viennent de passer en ton absence. Et au moins 20 mois devront passer avant que je ne puisse à nouveau te toucher, te caresser les cheveux et t'embrasser. Peut-être même 40 ou 60. Ce châtiment, c'est de la cruauté à l'état pur, de la barbarie gratuite, du terrorisme d'Etat. Une fois de plus, nous avons été témoins et victimes d'une justice de classe, inique, bourgeoise et coloniale. Une justice du plus fort. Mais surtout une justice des vaincus. Ils sont paniqués devant la colère des peuples et la contestation sociale croissantes.

Alors, dans un élan de désespoir, entraînés par leurs instincts bestiaux, ils s'acharment sur nous, sur moi, parce qu'il y a six ans, j'ai dit "nous" en parlant du DHKPC. Ce "nous" a été interprété par le procureur fasciste Delmulle et ses comparses les juges Logghe, Denys et Libert, comme la preuve de mon appartenance au DHKPC et même de mon rôle de dirigeant au sein du mouvement.

Au moment où j'avais prononcé ce "nous" fatidique, l'armée turque était occupée à assassiner nos camarades prisonniers au nom d'une soi disant opération de "re-

tour à la vie". Ce jour-là, un jour triste de décembre qui vit la mort de 28 détenus, j'aurais pu revendiquer tout acte de violence révolutionnaire contre l'Etat turc. Ce "nous" émotionnel et empathique, les juges l'ont pris pour un "nous" réel, physique et effectif. Ce tout petit "nous" a fait de moi un dirigeant d'une organisation politico-militaire clandestine vieille de 36 ans, alors que n'importe quel sympathisant du DHKPC a qui on tendrait le micro aurait tenu les mêmes propos. Il n'est d'ailleurs pas rare que des milliers de manifestants crient à l'unisson leur soutien à la lutte armée et à la guérilla du DHKPC.

Moi qui ai toujours lutté publiquement et pacifiquement pour la démocratisation en Turquie, en coopération avec des personnalités politiques, des institutions gouvernementales et des ONG, comment aurais-je pu être un dirigeant du DHKPC? Je crois bien que les premiers à devoir s'étonner de ce scoop sont les véritables dirigeants agissant dans la stricte clandestinité quelque part dans les villes et les montagnes de Turquie ou ailleurs dans le monde. Les magistrats ont ainsi grossièrement et mesquinement menti. Ont-ils menti par pure imbécillité? Certainement pas. C'est manifestement

par nécessité de justifier l'application des nouvelles lois antiterroristes en prévision des prochains conflits sociaux qui éclateront en Belgique. On ne le dira jamais assez: ce procès politique intenté contre nous cadre parfaitement dans la stratégie de guerre préventive de l'impérialisme nord américain. Victor Hugo a écrit un jour: "Grattez le juge, vous trouverez le bourreau" Chez nos juges, il ne fallait même pas gratter: ils ont la haine à fleur de peau. Cette vieille haine antisociale qui caractérise les régimes les plus arbitraires, les plus obscurantistes, les plus inhumains. Mais, comme disaient nos ancêtres, "les chiens aboient, la caravane passe." En effet, ils ont beau s'exciter et mordre comme des chiens enragés, notre combat pour la justice, la fraternité et la dignité se poursuit. Avec ou sans moi et malgré eux, nos espoirs avancent au galop, sur la piste de la Victoire en marchant sur leur queue à Bint Jbeyl, à Oaxaca, à Gaza, à Ramadi et à Ystanbul. C'est ce qui fait notre bonheur. C'est un bonheur que nous payons très cher ma petite fleur mais ce monde injuste ne nous laisse guère le choix. Chaque jour, des femmes et des hommes meurent pour avoir défendu leurs idées. Comparé à eux, notre sacrifice est finalement bien dérisoire. Dérisoire mais si

indispensable. Et là, je parle de tous les amis et camarades qui ont contribué à la campagne pour la liberté d'expression et d'association en Belgique. Embrasse les toutes et tous de ma part. Embrasse également nos mères, nos grands parents et tous ceux dans la famille qui méritent le respect. Je suis fier de toi mon ange gardien. Je t'embrasse de tes lèvres sèches et de tes yeux humides avec tendresse, passion et amertume.

PS: Après mon arrestation, j'ai été mis à nu, affublé d'un gilet par balles et menotté. Puis on m'a fait porter un cache yeux. Après m'avoir installé dans un véhicule de police, j'ai été attaché au siège et enchaîné par les pieds. Durant le trajet les policiers ont fait passer une musique trash assourdissante en langue allemande. Ainsi pendant plusieurs minutes, on m'a fait subir exactement le même traitement que celui qui est décrit dans le film "The road to Guantanamo". Vers minuit,

nous arrivons à la prison de Gand mais je ne suis pas au bout de mes peines pour autant: sous prétexte de manque de cellule, on me met au cachot de la prison. Là, je vais 12 heures infernales. L'odeur de pisserie et de merde était insoutenable. La merde s'était accumulée dans une cuvette très profonde mais il n'y avait pas de chasse d'eau, en tout cas, à l'intérieur du cachot. Le matelas en mousse était dans état indescriptible: troué, décomposé, puant et complètement recouvert de cheveux et de poils humains incrustés dans la mousse. La couverture puait la mort. Les moustiques en provenance de la cuve des toilettes ont tournoyé au dessus de ma tête pendant toute la nuit. Avant de me laisser à mon sort, les gardiens m'ont une nouvelle fois mis à nu et à genoux. A la place de mes vêtements, j'ai dû porter une chemise à manches courtes bleu ciel et un pantalon en toile de couleur bleu marine dont les boutons manquaient. Donc, chaque fois que je me

levais, je devais tenir mon pantalon pour pouvoir marcher. Je ne me suis jamais senti aussi sale que lorsque je m'installai sur ce matelas sans drap ni housse qui ressemblait à un gruyère noirci et moisi. L'air étant irrespirable, je glissai ma tête dans ma chemise malgré la difficulté à respirer à travers ses mailles. Vers 10h une équipe médicale vint me poser des questions sur ma santé. J'ai répondu que j'allais bien jusqu'au moment où on m'a enfermé ici et que ce sont des conditions inhumaines. Vers 12h j'ai pu enfin gagner une cellule un peu plus décente mais de qualité 10 fois inférieure à la prison de Dordrecht...

Bahar

CAFÉ POLITIQUE

La Belgique des marchands de canons... une Belgique de guerre ?

- Des simples composants aux armes: qui produit quoi ?
- Armes «légères» et armes «intelligentes»: quels sont les dégâts?
- Existe-t-il un complexe politico-militaro-financier en Europe?
- Emplois, revenus fiscaux: la production militaire est-elle nécessaire?

Nous vous invitons à aborder ces questions et bien d'autres au 61, rue de la Victoire, 1060 Bruxelles. (près de la Porte de Hal)

Le débat sera introduit par :

- **Luc Mampaey** (chercheur, GRIP - Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité)
- d'autres invités à préciser

Infos: francishouart@skynet
www.bxl.attac.be
Entrée libre

Les cafés politiques sont placés sous le double principe de la liberté de parole et de l'écoute tolérante d'autrui. Traditionnellement, un exposé assez court introduit le sujet et lance le débat entre les participants.



mardi 9 janvier 2007 à 19h

CINEMA

L'immeuble Yacoubian un film de **Marwan Hamed**

D'après le chef-d'oeuvre de Alaa El Aswany

Construit en 1930 en plein coeur du Caire, l'immeuble Yacoubian est le vestige d'une splendeur révolue. Aujourd'hui, à travers les chemins des habitants qui s'y croisent, se dessine un portrait sans fard de l'Egypte moderne, où se mêlent corruption politique, montée de l'islamisme, fracture sociale, absence de liberté sexuelle et nostalgie du passé: le portrait d'une société complexe et colorée, surprenante et attachante.

Un lieu unique, où cohabitent toutes les classes sociales.

Un lieu qui a traversé le temps, où se

croisent les chemins d'étonnants personnages.

Un lieu où derrière chaque porte se cachent les secrets d'êtres humains aux âmes tourmentées.

Bientôt, ses portes vont s'ouvrir et révéler ses secrets... Chacun sera confronté à la vérité et aux ravages provoqués par le désir sous toutes ses formes irrationnelles et dévorantes: désir d'argent, de nourriture, de sécurité, d'amour, de sexe, de pouvoir ou bien encore de vengeance.

La franchise est brutale, la mise à nu, totale et parfois dévastatrice. Mais on n'échappe pas à la vérité... Nous sommes au coeur du Caire, au Yacoubian, un des plus anciens immeubles de la ville. Toutes les classes sociales s'y mé-

langent, de l'Egyptien pauvre ou riche, à l'étranger terrorisé par les foules. Dans ce quartier, signes de pauvreté, de richesse, de dénuement et de luxe se répondent. Les plus beaux fleurons de l'architecture meurent sous les gaz d'échappement et l'usure du temps, tandis que l'Egypte moderne construit des immeubles aussi laids que pratiques.

C'est un lieu idéal pour apprendre à connaître l'âme égyptienne, car chacun des appartements du Yacoubian est à lui seul un monde d'intrigues, politiques, économiques ou sexuelles. Des forces qui parfois se rejoignent pour contrôler ses habitants et leurs proches. du pouvoir aussi qu'Haj Azzam, richissi

Durée: 2h52

Sortie: 20/12/2006

Distribution: Cineart

Assemblée d'Attac-Bruxelles¹

Au CEFA-UO, 89 avenue du Parc - Saint-Gilles.

Près de la barrière de Saint-Gilles, accessible par le tram 18 et le bus 48 qui s'arrêtent devant le CEFA ou par les trams 3, 23, 55, 81, 82 et 90, qui passent à la barrière de Saint-Gilles (descendre à la station de métro Horta.)

Ordre du jour :

1. Un bilan du Festival du Cinéma d'Attac

La semaine du cinéma d'Attac a attiré un peu moins de 3.000 personnes. Incontestablement, c'est un succès. Quel bilan en tirer? Comment préparer le Festival pour l'année prochaine? Point reporté de l'assemblée précédente, car il n'a pu être traité.

2. La réorganisation des activités d'AB1

Le secrétariat présentera un nouvel agencement des différentes activités que la locale anime, de sorte à pouvoir les intégrer le plus efficacement possible. En particulier, nous essaierons d'inclure un programme de formation sur les matières économiques, comme il nous l'a été demandé explicitement lors et après le Festival de cinéma.

3. Les motions pour l'assemblée d'Attac Wallonie-Bruxelles

L'assemblée d'Attac Wallonie-Bruxelles qui regroupe toutes les locales de la partie francophone du pays se tiendra le samedi 27 janvier 2007. Chaque membre d'une locale, donc d'AB1, est également membre d'Attac Wallonie-Bruxelles et a droit à une voix lors de cette assemblée. Pour la préparer, la coordination qui organise les activités d'Attac à ce niveau demande que les locales présentent des motions, que ce soit pour les campagnes à mener ou pour la gestion future de l'association.

4. la fête d'AB1

Il existe une proposition d'organiser celle-ci le samedi 10 février 2007 au Théâtre national. Le thème en serait la suppression des libertés démocratiques. La dernière assemblée a voté cette orientation. Elle devra être explicitée et concrétisée pour l'assemblée de décembre.

jeudi 14 décembre 2006 à 19h45

■ Dernier vendredi du mois à 18h

Masse Critique

Manifestation à vélo pour le vélo

Comme dans 300 autres villes du monde, chaque dernier vendredi du mois, les cyclistes de Bruxelles se rassemblent pour une ballade/manifestation. Départ habituellement square du Bastion (Porte de Namur - Bxl).

Infos: <http://placeovelo.collectifs.net>

DÉCEMBRE

■ Jeudi 14 à 19h45

Assemblée d'Attac-Bxl 1

Au CEFA-UO, 89 avenue du Parc, 1060 Bruxelles (Saint-Gilles).

Plus d'info: voir page 11

■ Samedi 16 à partir de 9h à 18h30

Journée du Forum Social de Belgique

Construisons ensemble un autre monde

Rencontres - ateliers - espace ouvert -

Invité international: Susan George

A l'IHECS (rue de l'Etuve, 58-60 Bruxelles)

Plus d'infos: <http://www.wsf.be>

■ Mardi 19 à 18h30

Débat précarité

Temps partiels, compléments de chômage: les femmes trinquent?

Débat organisé par le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion et l'Université des Femmes A l'Amazone (10 rue du Méridien - 1210 Bruxelles)

Plus d'infos: 02/218.09.90

info@asbl-csce.be - www.asbl-csce.be

Tous les dessins de Titom sont mis à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 et téléchargeables sur www.bxl.attac.be/titom

■ Mardi 19 à 19h30

Débat

Faut-il pénaliser les négationnistes?

Organisé par l'UPJB et L'Institut Marcel Liebman et la revue *Politique*

A l'ULB (Campus Solbosch - Audit. H1301)

■ Mardi 19

Conférence Venezuela

3e mandat de Chavez, consolidation du processus de réforme

A la Maison de l'Amérique Latine (7 Place Flagey - 1050 Bruxelles)

Plus d'infos: <http://www.america-latina.be>

■ Jeudi 21

Conférence Nicaragua

Après la victoire de D. Ortega, le Nicaragua renoue-t-il avec le Sandinisme?

A la Maison de l'Amérique Latine (7 Place Flagey - 1050 Bruxelles)

Plus d'infos: <http://www.america-latina.be>

■ Jeudi 21 à 21h30

Cinéma d'Attac

«White terror» de Daniel Schweizer

Au Cinéma Arenberg (galerie de la reine)

Infos: voir pages en encart

■ Vendredi 22 à 19h

Cinéma Palestine

«Mur» un film de Simone Bitton

MUR est une méditation cinématographique personnelle sur le conflit israélo-palestinien, proposée par une réalisatrice qui brouille les pistes de la haine en affirmant sa double culture juive et arabe.

Film suivi d'une table ronde citoyenne

A Subterra (33, rue de Dublin - 1050 Ixelles)

Entrée libre

■ Dimanche 31 dès 19h

Réveillon des libertés

En solidarité avec Bahar

Au menu: buffet «Cuisines du Monde», Musiciens d'Ici et d'Ailleurs, Soirée dansante,...

Film suivi d'une table ronde citoyenne

Au CEFA-UO (89, av du parc - 1060 Bruxelles)

PAF: 15 € (menu compris)

Inscription: contact@leclea.be

Infos: www.leclea.be

JANVIER

■ Jeudi 16

Assemblée d'Attac-Bxl 1

Au CEFA-UO, 89 avenue du Parc, 1060 Bruxelles (Saint-Gilles).

Plus d'infos: www.bxl.attac.be

■ Samedi 27

Assemblée d'Attac-WB

Plus d'infos: www.wb.attac.be

■ Jeudi 25

Les formations d'Attac

Introduction à l'économie

Plus d'infos: www.bxl.attac.be

FÉVRIER

■ Samedi 10

Fête d'Attac-Bruxelles

Pour les libertés et contre la répression

Pièce de théâtre («Genova 01»), débats, ...

Au théâtre national

Plus d'infos: www.bxl.attac.be

Le contenu des articles n'engage que leur(s) auteur(s). La rédaction d'Angles d'Attac les considère comme intéressants et donc dignes d'être publiés. Mais il ne s'agit en aucune façon de position officielle de l'association.

